

ASSOCIATION EMERAUDE I.D.

17, rue de Broglie
22300 LANNION

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association EMERAUDE I.D.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association EMERAUDE I.D. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- La concordance des produits avec les conventions vous liant aux financeurs ;
- La bonne application des décisions d'affectation des résultats des exercices antérieurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CESSON-SEVIGNE

Le 12 juin 2024

c̄apeos
audit

Représentée par **Hervé DAVOULT**



Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

EMERAUDE ID - Compilé

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	10 000	10 000		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	100 814	82 549	18 264	3 542
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes					
	TOTAL		110 814	92 549	18 264	3 542
	Immobilisations corporelles	Terrains	374 071	82 448	291 622	292 855
		Constructions	9 088 915	5 768 077	3 320 837	2 702 960
		Inst.techniques, mat.out.industriels	5 026 358	3 494 335	1 532 023	1 545 196
Immobilisations corporelles en cours		59 376		59 376	735 027	
Avances et acomptes						
TOTAL		14 548 721	9 344 861	5 203 860	5 276 038	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés		8 910		8 910	8 895
	Prêts		270 602		270 602	246 521
	Autres		20 618		20 618	19 718
	TOTAL		300 130		300 130	275 134
Total I			14 959 667	9 437 411	5 522 256	5 554 715
Actif circulant	Stocks et en cours		1 249 190	155 491	1 093 699	1 024 040
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 948 229	21 181	1 927 048	1 635 517
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	635 036		635 036	395 891
		TOTAL		2 583 265	21 181	2 562 084
	Divers	Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 780 585		2 780 585	2 674 537
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		56 910		56 910	95 092	
Total II			6 869 953	176 672	6 693 280	5 825 080
Frais d'émission des emprunts III			10 099		10 099	13 380
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			21 839 719	9 614 083	12 225 635	11 393 175
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

EMERAUDE ID - Compilé

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 957 463	2 772 880
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	800 201	780 018
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	514 980	507 623
	Report à nouveau	138 334	170 228
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	142 768	164 269
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	236 811	175 439
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-237 599	-14 143
	Situation nette (sous-total)	4 132 810	3 898 566
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	700 091	607 737
	Provisions réglementées	1 500	1 500
Total I		4 834 401	4 507 803
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	420 972	451 065
Total II		420 972	451 065
Provisions	Provisions pour risques	166 930	69 650
	Provisions pour charges	197 060	218 631
Total III		363 990	288 281
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	3 091 444	3 552 654
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 080	1 800
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 521 795	1 127 857
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 745 586	1 267 269
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	59 971	102 309
	Autres dettes	185 393	30 798
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		63 335
Total IV		6 606 270	6 146 025
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		12 225 635	11 393 175
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		261
	(2) Dont emprunts participatifs		

EMERAUDE ID - Compilé

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	7 070 947	4 923 500
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	34 235	62 826
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	3 818 823	3 552 135
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 827 610	3 205 673
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 827 610	3 205 673
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 204 587	2 051 732
	Utilisations des fonds dédiés	49 582	14 546
	Autres produits	-2 266	158 471
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		15 969 285	13 906 061
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	244 906	203 220
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	6 766 869	5 662 959
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	259 180	265 003
	Salaires et traitements	6 025 511	5 398 655
	Charges sociales	1 322 304	1 179 565
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	741 261	714 111
	Dotations aux provisions	160 459	176 839
	Reports en fonds dédiés	169 489	68 538
	Autres charges	5 848	13 295
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		15 695 831	13 682 190
1. Résultat d'exploitation (I-II)		273 453	223 870

EMERAUDE ID - Compilé

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	18 627	3 833
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	18 627	3 833
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	39 235	28 052
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	39 235	28 052
2. Résultat financier (III-IV)		-20 607	-24 219
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		252 845	199 651
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 041 101 438	3 439 86 926 2 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	118 480	92 366
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 132 18 655 100 417	3 871 112 138
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	131 205	116 010
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-12 725	-23 643
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		3 309	569
Total des produits (I + III + V)		16 106 392	14 002 261
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		15 869 581	13 826 822
EXCÉDENT OU DÉFICIT		236 811	175 439
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>-237 599</i>	<i>-14 143</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		15 470	24 870
Total		15 470	24 870
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		15 470	24 870
Total		15 470	24 870



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion
Sociale, Conseil
9 rue Hélène Boucher
Espace Cybèle 1
CS 30150
22191 PLERIN Cedex

Association Emeraude I.D.

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR

KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
juin 2024
Ce rapport contient 26 pages



Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Description des moyens mis en œuvre	4
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
4.1.	Faits caractéristiques de l'exercice	4
4.2.	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
5	Principes et méthodes comptables	4
5.1.	Principes généraux	4
5.1.1.	Changement de méthode comptable	5
5.1.2.	Changements d'estimation	5
5.1.3.	Corrections d'erreurs	5
6	Informations relatives aux postes du bilan	5
6.1.	Actif immobilisé	5
6.1.1.	État de l'actif immobilisé (brut)	6
6.1.2.	Amortissements de l'actif immobilisé	6
6.1.3.	Méthodes d'amortissement	7
6.2.	Actif circulant	8
6.2.1.	Stocks et en cours	8
6.2.2.	Précisions sur d'autres créances	8
6.3.	Tableau des dépréciations de l'Actif	9
6.4.	Fonds propres	9
6.4.1.	Tableau de variation des Fonds propres	9
6.4.2.	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	2
6.4.3.	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	3
6.4.4.	Subventions d'investissement	3
6.5.	Fonds reportés et dédiés	4
6.5.1.	Fonds dédiés	4
6.6.	Provision pour risques et charges	6
6.6.1.	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	6
6.7.	Dettes	7
6.7.1.	Emprunts et autres dettes assimilés	7
6.7.2.	Précisions sur d'autres dettes	7



6.8.	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	8
6.9.	Engagements financiers	9
7	Informations relatives au Compte de résultat	9
7.1.	Résultats par activité ou établissement	9
7.2.	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	10
7.2.1.	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement	11
7.3.	Produits du compte de résultat	12
7.3.1.	Produits de tiers financeurs	12
7.4.	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	13
7.5.	Honoraires des commissaires aux comptes	14
8	Informations relatives à la fiscalité	14
8.1.	Informations relatives au régime fiscal	14
8.2.	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	14
9	Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération)	15
9.1.	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	15

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet notamment sur le territoire national :

- De promouvoir les intérêts des travailleurs handicapés au travers de ses orientations, projets et réalisations ;
- De développer toute action en faveur de la mission sociale et économique du secteur protégé ;
- D'assurer par tous les moyens qu'elle jugera utile de mettre en œuvre, en matière d'adaptation et de réadaptation, le développement d'actions en faveur des travailleurs handicapés et en général toute personne en difficulté sociale et/ou professionnelle.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 **Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Un centre de formation destiné à mettre en œuvre toutes actions de qualification, de reclassement, d'adaptation et d'intégration, permettant aux travailleurs handicapés et à toute personne en parcours d'insertion sociale, d'intégrer le monde du travail et d'accéder à l'emploi durable.
- Un centre d'accueil, d'hébergement et d'insertion pour jeunes en grande difficulté.
- Une entreprise adaptée (EA)
- Un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)

Le financement de l'activité est réparti entre

- Le Conseil Départemental 22
- L'Agence Régionale de la Santé
- La collectivité Lannion Trégor Communauté
- Les clients des activités de production
- Les usagers

Ainsi que par différents partenaires économiques et financiers.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Locaux

Les locaux utilisés sont pour la plupart la propriété de l'association, mais certains bâtiments exploités sont pris en location.

- Investissements de l'exercice

Ils se sont élevés à 1,680 K€ et portent principalement sur la poursuite des travaux de rénovation du centre de formation et sur du renouvellement de matériel pour l'entreprise adaptée.

- Ressources humaines

L'effectif salarié au 31 décembre 2023 était de 245 salariés et de 40 usagers.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été marqué par la fermeture de l'établissement SAPI St-Clet au mois de mars 2023.

Il a également été accordé à la société BREIZH EATT un abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 1,5 K€ sur l'exercice.

4.2. Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1. Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, de même que le règlement ANC 2019-04.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1. Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucune modification concernant la méthode comptable.

5.1.2. Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3. Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1. Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	120 503	18 243	27 931	110 815
Immobilisations corporelles	14 175 229	1 609 350	1 235 857	14 548 722
Immobilisations financières	275 134	25 986	990	300 130
Total	14 570 867	1 653 579	1 264 778	14 959 667

6.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	116 960	3 520	27 931	92 550
Immobilisations corporelles	8 899 191	737 598	291 927	9 344 861
Immobilisations financières				
Total	9 016 151	741 118	319 858	9 437 411

6.1.3. Méthodes d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	10 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions	Linéaire	12 à 60 ans
Installations techniques	Linéaire	2 à 25 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	1 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 8 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

6.2. Actif circulant

6.2.1. Stocks et en cours

Les stocks de matières premières sont évalués en appliquant un coefficient de 0,9 au dernier prix d'achat connu.

Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient.

Les matières premières font l'objet d'une dépréciation forfaitaire de 15 % de la valorisation finale.

Les produits finis font l'objet d'une dépréciation forfaitaire selon les produits :

- Composteurs bois : dépréciation forfaitaire de 10 %
- Eco – stations : dépréciation forfaitaire de 10 %
- Récupérateurs d'eau : dépréciation forfaitaire de 10 %

Stock	Valeur au 31/12/2023	Valeur au 31/12/2022	Variation
Stock MP Création	806 053	721 470	84 583
Stock MP Multiservices	4 981	5 847	- 866
Stock MP Espaces Verts	3 905	7 480	- 3 575
Stock MP Nettoyage	16 280	13 910	2 370
Stock MP Restaurant	11 793	15 399	- 3 606
Total Stock MP	843 012	764 106	78 906
Stock autres appro.	0	126	-126
Total Stock Autres approvisionnements	0	126	- 126
Stock Produits finis	406 178	408 895	- 2 717
Total Stock Produits finis	406 178	408 895	- 2 717
TOTAL STOCK	1 249 190	1 173 127	76 063

6.2.2. Précisions sur d'autres créances

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 56 911 € et concernent principalement l'exploitation.

6.3. Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks	149 087	155 491	149 087	155 491
Créances	16 460	4 722		21 182
Immobilisations financières				
Total	165 547	160 213	149 087	176 673

6.4. Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1. Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR
Association Emeraude I.D.
KPMG S.A.
juin 2024

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 772 880	184 583			2 957 463
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves et Report à nouveau « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	950 246	- 9 144		2 566	938 536
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	175 439	-175 439	236 811		236 811
Situation nette	3 898 565	0	236 811	2 566	4 132 810
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	607 738		92 354		700 091
Provisions réglementées	1 500				1 500
TOTAL	4 507 803	0	329 165	2 566	4 834 402

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.1.1. Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
•				
•				
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie	2 772 880	184 583		2 957 463
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise				

6.4.1.2. Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
•				
•				
Fonds propres complémentaires				
•				
• Autres apports avec droit de reprise				

Néant

6.4.2. Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.
Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		0
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	21 337	143 449
• Charges rejetées	964	17 187
• Charges et produits dont la prise en compte est différée		
Solde		138 335

6.4.3. L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	236 811	175 439
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	0	0
= Excédent ou déficit effectif global	236 811	175 439
Dont résultat effectif sous gestion propre	474 410	184 583
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 237 599	- 9 144

6.4.4. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	1 290 239	171 775		1 462 014
Quotes-parts virées au résultat	-682 502	-79 421		-761 923
SOLDE net en Fonds propres	607 737	92 354		700 091

6.5. Fonds reportés et dédiés

6.5.1. Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Nouveaux	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	121 065	19 489	43 390			97 164	29 952
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés à l'investissement	330 000		6 192			323 808	290 000
TOTAL	451 065	19 489	49 582			420 972	319 952

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

6.6. Provision pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges (hors IDR):

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Provision pour risques	69 650	97 280		166 930

6.6.1. Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	197 060		197 060
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 197 060 euros.

Les paramètres retenus pour l'évaluation du passif social sont :

- Age de départ à la retraite = 64 ans
- Evolution des salaires = 1 %
- Taux d'actualisation = 3,10 %
- Taux de charges sociales = 45 % pour les non-cadres et 50% pour les cadres



6.7. Dettes

6.7.1. Emprunts et autres dettes assimilés

Cautions des usagers ;

Néant

6.7.2. Précisions sur d'autres dettes

Produits constatés d'avance

Néant.

6.8. État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres	270 602 20 618		270 602 20 618	Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Avances et acomptes versés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	1 948 230	1 948 230			3 087 170	649 563	1 485 110	952 496
				Emprunts et dettes financières divers (2)	2 080	2 080		
				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 521 795	1 521 795		
	635 036	635 036		Dettes fiscales et sociales	1 745 586	1 745 586		
	56 911	56 911		Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	59 971	59 971		
				Autres dettes (3)	185 393	185 393		
				Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 931 398	2 640 178	291 220	TOTAL	6 601 995	4 164 388	1 485 110	952 496
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	24 081			(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	196 000			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	657 997			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours
(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

6.9. Engagements financiers

	N	N-1
Engagements donnés		
Avals		
Cautions		
Hypothèques	115 070	157 002
Effets escomptés non échus		
Engagements reçus		
Avals		
Cautions	563 328	520 837
Autres		

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1. Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— Activité ou établissement 1 : Formation en propre	22 448	
— Activité ou établissement 2 : ESAT (action commerciale)	7 001	
— Activité ou établissement 3 : Entreprise Adaptée		494 888

— Activité ou établissement 4 : Vie Associative		8 971
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— Activité ou établissement 1 : SAPI Lannion	192 239	
— Activité ou établissement 2 : SAPI Saint Clet	51 533	
— Activité ou établissement 3 : ESRP		26 009
— Activité ou établissement 4 : ESPO	3 691	
— Activité ou établissement 5 : ESAT (action sociale)	16 145	
Résultat de l'exercice		236 811

7.2. Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Les services suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

- CRP
- CPO
- L'ESAT
- SAPI

7.2.1. Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

	2023				
	Résultat comptable	Résultats antérieurs	Charges refusées	Variation Congés	Résultat administratif
<u>SAPI</u>					
* SAPI LANNION	-192 239	73 158		17 533	-101 548
* SAPI ST CLET	-51 533	11 752		-14 243	-54 024
	-243 772	84 911		3 290	-155 572
<u>Formation</u>					
* ESRP	26 009			376	26 385
* ESPO	-3 691			423	-3 268
*en propre	-22 448				-22 448
	-130			799	669
<u>ESAT</u>					
*BPAS (action sociale)	-16 145			4 072	-12 073
*BPAC ST (action commerciale)	-7 001				-7 001
	-23 146			4 072	-19 074
<u>Entreprise Adaptée</u>					
Emeraude Création	692 043				692 043
Restaurant	-113 587				-113 587
Espaces Verts	2 227				2 227
Nettoyage	36 880				36 880
Multi-Services	-32 399				-32 399
Emeraude Station	-90 276				-90 276
	494 888				494 888
<u>Vie associative</u>	8 971				8 971
<u>Consolidation</u>	236 811	84 911		8 161	329 882

7.3. Produits du compte de résultat

7.3.1. Produits de tiers financeurs

7.3.1.1. Concours publics et subventions d'exploitation

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		1 683 428	1 110 395		
Subvention d'exploitation		33 788			
Subvention d'investissement		165 874			

7.4. Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes

- Nature de ces contributions : temps passé par les administrateurs
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier : présence aux Conseils d'Administration et autres instances
- Taux de valorisation : 46.88 €/heure (30 € brut majoré de 56.27 % de charges sociales théoriques)

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Bénévolat	Temps passé	15 470
- 330 heures x 46,88€/h		
<i>(Bureau du CA, AG, Conseil de Vie Sociale)</i>		
<i>Offerte :</i>		

7.5. Honoraires des commissaires aux comptes

—	— CAC 1	— CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 038	—
— Au titre d'autres prestations	—	—
— Honoraires totaux	9 038	—

8

Informations relatives à la fiscalité

8.1. Informations relatives au régime fiscal

L'association n'est pas fiscalisée sur ses résultats, cependant l'entreprise adaptée et l'ESAT sont assujettis à la TVA.

8.2. Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Mentionner la rémunération des trois plus hauts dirigeants salariés, en application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, reviendrait à mentionner des rémunérations individuelles.

L'effectif de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	19
Agents de maîtrise et Techniciens	66
Employés (dont 4 apprentis)	160
Usagers	40
Total	285

9

Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération)

9.1. Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.